PRINTEMPS ARABE ET HIVER ISRAÉLIEN

Jérusalem, pas le seul coquelicot sur un rocher

Fin septembre. Enjeu majeur. Planétaire. A NewYork, les Etats membres de l'ONU, Assemblée générale et Conseil de sécurité, auront à se prononcer sur l'existence de l'Etat palestinien.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Si au plan du rapport de force militaire, cela ne changera pas grand-chose tant qu'Israël n'aura pas accepté cette donne, au plan politique, pourtant, cela sonnera, si la Palestine est agréée comme membre onusien, comme le glas de la fin de la justice israélienne. L'Union européenne sait qu'elle joue gros en l'affaire. Reconnaître la Palestine reviendrait à se mettre sur le dos les puissants lobbys sionistes et pro-israéliens.

Ne pas reconnaître ? Cela enlèverait tout crédit à ses actions en Tunisie, en Egypte et en Libye où Bruxelles a évoqué les droits de l'homme et des peuples pour balayer ou laisser balayer les tyrans.

Les débats, ici, sont houleux et risquent de se terminer soit par des clashs —sérieux— soit par un consensus tellement mou qu'il paraîtrait hideux, ridicule, idiot. En tout cas, pas défendable au sein de l'enceinte onusienne. Comment se montrer à la face du monde en refusant le principe d'un Etat palestinien alors que les raids de l'OTAN sur Syrte, sur Bani-Walid auront tout juste cessé ou, pire, ne se seront pas arrêtés.

Les enjeux sur la question sont majeurs. La Belgique, qui abrite le siège de l'UE et l'essentiel des structures de l'OTAN, milite, ouvertement, pour la reconnaissance de l'Etat palestinien.

Les Belges ne sont pas les seuls à la vouloir, cette Dawla Filastinia, ici, en Europe. Même Sarkozy, le président français que l'on peut difficilement soupçonner d'anti-israélien, se serait montré favorable à la reconnaissance de l'Etat palestinien. Paris veut simplement amener Berlin et Londres dans le wagon de reconnaissance, cette locomotive-tourment.

Pour autant, l'Union européenne ne sera pas seule à New York pour défendre le projet cher à Mahmoud Abbas. Les USA d'Obama ne verraient pas d'un mauvais œil que le Vieux Continent aille dans cette direction.

Aux yeux d'Obama cela affaiblirait, ou du moins atténuerait des ardeurs du lobby israélien au sein de son administration.

La très pro-israélienne et très New-Yorkaise Hillary Clinton se trouverait piégée si elle venait à s'opposer, ouvertement, à la proclamation de l'Etat palestinien.

Peut-on être démocrate et civilisé quand il s'agit de Tunis, du Caire, de Sanaâ et de Damas, aller jusqu'à accepter les bombardements —depuis 7 mois— sur la Libye au nom des droits humains, et se la fermer lorsqu'il s'agit d'Israël. Pire : militer contre les droits des Palestiniens au sein de l'ONU.

L'intransigeance israélo-sioniste gênera, c'est certain, comme on dit en football, partenaires et adversaires.

Il est vrai qu'après le jasmin de Tunis, Square Tahrir et l'insurrection au pays de Driss Senoussi (Libye), Jerusalem n'est plus le coquelicot sur un rocher.

A. M.

LIBYE

Kadhafi a «très bon moral»

Le nouveau pouvoir en Libye a annoncé de gros progrès dans les négociations pour la reddition pacifique de Bani Walid, l'un des derniers bastions de l'ex-dirigeant Mouammar Kadhafi qui est en fuite mais aurait «très bon moral».

«Les négociations hier ont été réussies et nous attendons le feu vert du CNT (Conseil national de transition) pour pénétrer» à Bani Walid (170 km au sud-est de Tripoli), a indiqué le chef des négociateurs, Abdallah Kenchil, qui a mené des discussions avec des anciens issus de tribus de Bani Walid mardi.

«Les anciens ont rejoint la révolution», a-t-il indiqué. Sur le terrain, aucun combat n'a été signalé dans les environs de Bani Walid hier, et des forces anti-Kadhafi équipées d'armes lourdes sont parties dans le désert s'étendant autour de la ville pour y récupérer des blindés abandonnés par les combattants fidèles à l'ex-leader, sans rencontrer aucune opposition.

Des négociations sont en cours depuis plusieurs jours pour la reddition pacifique de Bani Walid, où des proches de Kadhafi, dont son porte-parole Moussa Ibrahim, sont soupçonnés d'être cachés. Le CNT, l'organe aujourd'hui au pouvoir en Libye, a fixé un ultimatum jusqu'à samedi aux forces pro-Kadhafi dans trois fiefs de l'ex-leader, Bani Walid, Sebha et Syrte (360 km est de Tripoli).

A 60 km à l'est de Syrte, région natale du dirigeant en fuite, les combattants du CNT tentaient de progresser en direction de la Vallée rouge, principale ligne de défense des pro-Kadhafi, a constaté l'AFP.

De violents combats se déroulaient autour de la route reliant Oum Khounfis à la Vallée rouge avec des tirs notamment d'artillerie à environ 7 kilomètres de cette vallée toujours tenue par les soldats loyalistes.

Au moment où les nouvelles autorités libyennes tentent de faire tomber les derniers bastions de l'ex-dirigeant, la localisation de Mouammar Kadhafi faisait encore l'objet de multiples rumeurs.

«Je peux vous dire que j'ai parlé avec Kadhafi très récemment. Il est en Libye, a très bon moral, se sent fort, n'a pas peur et espère mourir en combattant contre les occupants», a affirmé à l'AFP Michane al Joubouri, patron de la télévision satellitaire Arrai, seul media étant encore en contact avec eux. «Son fils Seif al-Islam aussi est dans le même état d'esprit», selon lui.

Depuis la chute de Tripoli, l'ex-homme fort libyen s'est exprimé à plusieurs reprises dans des messages sonores diffusés par Arrai, affirmant qu'il ne se rendrait pas et qu'il était prêt à une longue bataille contre les rebelles et l'Otan même si le pays «brûle».

Mardi, le passage d'un important convoi de véhicules civils et militaires venant de Libye à Agadez, une ville au nord du Niger, avait alimenté les spéculations sur une fuite de l'ex-Guide, avant une série de démentis.

Les nouvelles autorités libyennes avaient ainsi indiqué qu'«environ 200 voitures» étaient passées au Niger, précisant que «ce genre de convoi transporte généralement Kadhafi ou l'un de ses fils».

Mais le Niger a affirmé qu'il ne s'agissait que d'«un petit groupe», accueilli «pour des raisons humanitaires», et que l'ex-dirigeant n'en faisait pas partie. Il avait précisé que «M. Kadhafi représenterait un problème» pour le pays.

Les Etats-Unis non plus «ne croient pas» que Mouammar Kadhafi était dans le convoi, selon le département d'Etat.

Une délégation du Conseil national de transition (CNT) devait se rendre hier au Niger pour demander à ce pays de sécuriser ses frontières et d'empêcher toute tentative de Mouammar Kadhafi ou de sa famille d'y entrer, a indiqué Fathi Baja, chargé des affaires politiques au CNT.

Il a ajouté que les responsables proches de Kadhafi passés au Niger devaient être remis à la Libye.

Les problèmes humanitaires continuent pendant ce temps d'inquiéter : le Conseil national pour le changement et la démocratie (CNCD), coalition de partis d'opposition et mouvements rebelles tchadiens, a lancé ainsi un «appel à la cessation immédiate du massacre des Tchadiens et des populations noires en Libye».

Sur le plan politique, le Conseil de sécurité discutera vendredi d'une mission de l'ONU de trois mois en Libye pour aider à réformer la police et la justice et à préparer les élections.

Après plus de six mois de guerre, l'économie est ravagée mais stable avec une inflation maîtrisée et pas de problèmes insurmontables, a assuré le «ministre» intérimaire de l'Economie, Abdallah Chamia.

Selon un haut diplomate européen, les autorités libyennes ont promis à une délégation de l'Union européenne de respecter les engagements et la «continuité» des contrats signés sous Kadhafi.

Le groupe pétrolier espagnol Repsol a envoyé des représentants en Libye pour «participer à des réunions» avec les autorités de transition sur «le retour à la normale» de son activité et pour vérifier l'état de ses installations, a indiqué hier son porte-parole à l'AFP.

IRAK

Le mouvement rebelle kurde annonce la mort de son numéro deux

Le commandant militaire adjoint du Pjak, principal mouvement séparatiste kurde engagé dans la lutte armée contre le régime de Téhéran, a trouvé la mort lors d'un bombardement iranien, a indiqué cette organisation sur son site.

«Majid Kawiyan, connu sous le nom de camarade Samkou, adjoint du commandant en chef des forces du Parti pour une vie libre du Kurdistan (Pjak) dans l'est du Kurdistan (Iran) a été tué (...) lors d'un violent bombardement iranien» samedi, affirme un communiqué de ce mouvement sur son site.

Selon l'éloge funèbre, M. Kawiyan, né en 1982 en Iran, appartenait au Pjak depuis 1999. Plus tôt, les Gardiens iraniens de la révolution, en première ligne dans la lutte contre les rebelles kurdes aux frontières de l'Iran, avaient annoncé cette mort sur leur site Sapahnews, citant un communiqué du Pjak.

«Majid Kavian, alias Samakhou Saraldan, était engagé dans des opérations terroristes en Iran» depuis 2003, ont-ils assuré.

L'Iran a lancé en juillet dernier une vaste offensive militaire contre le Pjak, qui mène régulièrement des actions contre les forces iraniennes depuis le territoire irakien et est accusé par Téhéran d'être responsable de nombreux attentats au Kurdistan iranien.

Les Pasdaran ont, par ailleurs, affirmé que la mort de Majid Kawiyan avait été confirmée dans un communiqué du Pjak précisant que le chef rebelle kurde avait été tué «par un éclat d'obus» lors d'un bombardement iranien. Les forces iraniennes ont sévèrement bombardé vendredi et samedi des «bases rebelles» du Pjak en territoire kurde irakien, affirmant avoir tué au moins une trentaine de combattants kurdes.

Téhéran accuse les autorités kurdes d'Irak d'avoir laissé le Pjak s'implanter dans un «sanctuaire» de 3 000 km² en territoire irakien le long de la frontière et les forces iraniennes bombardent régulièrement cette zone.

Malgré les protestations de Bagdad, les responsables militaires iraniens ont affirmé leur intention de poursuivre leur offensive contre le Pjak, notamment les bombardements en territoire irakien, jusqu'à ce que l'Irak déploie des forces à la frontière pour empêcher l'infiltration de rebelles kurdes en Iran.

Le président de la région autonome du Kurdistan irakien Massoud Barzani ademandé mardi aux rebelles kurdes d'Iran et de Turquie de cesser leurs attaques à partir de son territoire et de chercher à obtenir leurs droits par des moyens politiques.

Mais il a estimé «impossible d'envoyer des troupes» pour contrôler la frontière comme le réclame Téhéran afin de ne pas déclencher «une guerre entre les Kurdes».

Le Pjak a proposé lundi un cessez-le feu aux forces iraniennes, mais les Gardiens de la révolution ont demandé des «clarifications» sur cette proposition aux autorités kurdes irakiennes qui ont servi d'intermédiaire.

TUNISIE

Des Libyens de la ville de Sebha lancent un appel au secours

Des Libyens de Sebha, une ville du sud de la Libye toujours aux mains des pro-Kadhafi, ont lancé hier depuis Tunis un appel au secours pour leur ville «coupée du monde» et où la situation humanitaire est «très difficile».

«Nous sommes coupés du monde, privés d'électricité, d'eau, de moyens sanitaires et de communication et nous voulons attirer l'attention du monde entier sur notre situation», a indiqué à l'AFP Abdeljalil Seifenasseur, membre d'un groupe de Libyens arrivés à Tunis depuis trois jours.

«Nous sommes oubliés dans tous les médias», a ajouté cet homme se présentant comme un rebelle, qui a franchi la frontière en compagnie de blessés libyens. Les habitants de Sebha soutiennent le Conseil national de transition (CNT) et «ne sont pas fidèles au régime de Kadhafi», a-t-il affirmé.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a alerté mardi sur la situation à Sebha, où sont bloqués environ 1 200 immigrés, en majorité des Tchadiens.

Selon le porte-parole de l'OIM, Jean-Philippe Chauzy «Sebha est toujours aux mains des forces de Kadhafi et est Sebha, un bastion du clan Khadafi, dispose d'un aéroport qui avait été utilisé par l'OIM en juillet dernier pour évacuer 1 400 migrants tchadiens, dont beaucoup de femmes et d'enfants ayant fui notamment les régions de Tripoli, Misrata et Benghazi.